

Lundi Finance

2%

LE JAPON a commencé à augmenter son budget de défense en 2023, avec l'objectif d'atteindre 2% du PIB d'ici à 2027-2028, poussé à aller encore plus loin par l'administration Trump. Tokyo craint que Pékin ne tente une prise de contrôle forcée de Taïwan, ce qui pourrait entraîner les soldats nippons dans le conflit.

XI JINPING
Président chinois

Il a réuni hier à Tianjin, dans le nord du pays les dirigeants russe, indien, iranien et turc et une vingtaine de leaders eurasiatiques pour montrer qu'un autre modèle international est possible.



49,4

L'ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE en Chine a enregistré en août son cinquième mois consécutif de contraction, mais sa baisse s'est atténuée. L'indice des directeurs d'achat, indicateur clé de la production industrielle de la deuxième économie mondiale, s'est établi à 49,4.

SMI	12 187,58	↓	Dollar/franc	0,8005	↓
	-0,26%		Euro/franc	0,9355	↓
Euro Stoxx 50	5351,73	↓	Euro/dollar	1,1686	↑
	-0,83%		Livre st./franc	1,0811	↓
FTSE 100	9187,34	↓	Baril Brent/dollar	67,48	↓
	-0,32%		Once d'or/dollar	3447,95	↑

Investir en Afrique: des risques surestimés

FINANCE À IMPACT Deux ans après avoir racheté Pharmakina, une société pharmaceutique congolaise, Roland Decorvet, président du conseil d'administration, et ses équipes ont enregistré les premiers résultats positifs. Lever des fonds reste cependant un défi de taille

LASSILA KARUTA, ZURICH

Roland Decorvet n'a pas choisi la facilité. En 2023, l'ancien cadre de Nestlé s'est lancé dans le secteur pharmaceutique en République démocratique du Congo (RDC). Pas à Kinshasa, la capitale, mais au Kivu. Une région à l'est de cet immense pays d'Afrique centrale, marquée par de nombreux conflits. Malgré cet environnement difficile, Pharmakina, une entreprise produisant des antipaludiques et rachetée par Roland Decorvet et d'autres investisseurs suisses, vient d'enregistrer ses premiers succès.

«Au premier semestre de cette année, nous avons dégagé pour la première fois une marge bénéficiaire nette d'environ 3% tandis que la marge Ebitda tourne autour de 15%. Le chiffre d'affaires annuel devrait s'inscrire à 14 millions, soit une croissance de 40% sur un an», relate le Vaudois. Ces résultats s'expliquent par la réorganisation lancée en 2023 juste après l'acquisition. Le groupe a investi dans de nouvelles machines plus performantes, augmenté sa production et est ainsi devenu plus compétitif par rapport à la concurrence indienne.

Hausse anticipée de la demande de quinine

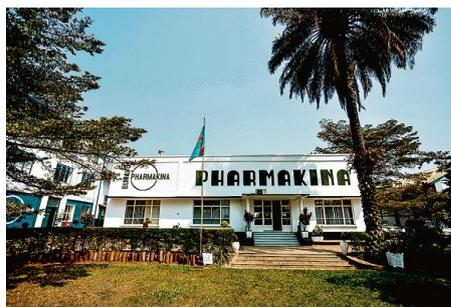
La chaîne d'approvisionnement a également été modifiée: la société aux 860 collaborateurs et collaboratrices rachète maintenant 65% de ses matières premières directement aux agriculteurs et compte, d'ici à quelques années, se passer complètement des intermédiaires-négociants. «Cela nous permet de faire des économies tout en rémunérant mieux nos fournisseurs. Nous leur payons le double de ce qu'ils reçoivent des traders, soit 1 dollar par kilo d'écorce de quinquina. Et à côté, nous aidons les agriculteurs à développer des plants plus résistants aux maladies.»

Pharmakina, basée à Bukavu, produit de la quinine, un des médicaments utilisés par les personnes souffrant de la malaria. La firme est impliquée dans toute la chaîne de production: depuis l'extraction de la molécule de l'écorce de quinquina jusqu'à la transformation en médicaments. Elle livre aussi des substances actives à base de quinine aux secteurs agroalimentaire et pharmaceutique.

La quinine, qui a été le premier médicament développé contre la malaria, n'est actuellement utilisée que dans 10-15% des traitements. Mais sa demande pourrait augmenter dans les prochaines années, anticipe Roland Decorvet. La diminution des fonds disponibles sur le continent africain pour la lutte contre le paludisme, du fait du retrait des États-Unis de l'aide au développement, pourrait amener les pays à utiliser davantage la quinine. Ce médicament est en effet plus accessible en termes de coûts que les thérapies à base d'artémisinine (ACT), utilisées majoritairement du fait d'une meilleure efficacité et tolérance.



En haut: Pharmakina possède aussi des champs de quinquina. En bas: Des collaborateurs dans un laboratoire.



Le siège de la société à Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo. (PHOTOS: JOHN ISSA/INFINIS PICTURES)

«L'investissement en Afrique requiert une expertise locale souvent difficile d'accès pour les investisseurs»

JOHNNY EL HACHEM, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'EDMOND DE ROTHSCHILD PRIVATE EQUITY

La malaria tue encore quelque 600 000 personnes par an et l'OMS craint que la situation ne s'aggrave faute de moyens financiers suffisants. «Les médicaments à base d'artémisinine bénéficient de subventions, or l'aide au développement est en train de diminuer», fait remarquer l'entrepreneur.

Pour se développer, Pharmakina, fondée en 1942, compte par

ailleurs se diversifier. «Tout en restant dans les technologies d'extraction de molécules à partir de plantes, nous projetons de nous lancer à moyen terme dans la phytothérapie», indique Roland Decorvet.

En parallèle, l'entreprise ambitionne de doubler sa production de médicaments contre le paludisme. «Nous transformons actuellement 25% des récoltes de quinquina du Kivu et nous voulons monter à 50% d'ici à 2030», précise le président du conseil d'administration. Le fait que plus de 80% du quinquina mondial soit cultivé dans cette région orientale de la RDC facilite l'accès à cette matière première, qui est également convoitée par le secteur pharmaceutique indien.

Pour pouvoir financer ces projets d'expansion, Roland Decorvet et ses partenaires sont en train de lever 10 millions de francs mais la tâche ne s'avère pas aisée, malgré les bons résultats dégagés jusqu'ici. «Il y a une

surestimation des risques liés aux investissements réalisés en Afrique par les acteurs financiers suisses», constate l'ancien directeur de Nestlé Chine.

Manque de connaissances

Pour racheter Pharmakina en 2023 et y investir, ce sont trois family offices, qui ont apporté quelque 22 millions de francs. «Ce n'est pas de la philanthropie puisque nous garantissons un retour financier mais les institutions financières classiques se montrent réticentes à s'engager auprès d'entreprises comme la nôtre. Ce sont surtout des fondations ou des agences de développement qui manifestent un certain intérêt. Bien évidemment, le fait que ce genre d'investissement offre des rendements moindres que d'autres classes d'actifs ne facilite pas la recherche de partenaires. Il ne faut cependant pas oublier que notre société a un grand impact sur des milliers de familles habitant une région dif-

ficile.» Roland Decorvet s'attend ainsi à ce que le rendement net sur capital soit de 10 à 12%.

Les difficultés pour trouver des financements ne se limitent toutefois pas à Pharmakina ou au Congo. C'est un défi partagé par une majorité des entreprises du continent. Les firmes helvétiques font également face à cet obstacle lorsqu'elles cherchent des investisseurs accompagnant leurs projets d'expansion en Afrique. Une étiquette «haut risque» étant collée à cette région du monde.

Pourquoi cette situation? «L'investissement en Afrique requiert une expertise locale, du temps et des outils adaptés, souvent difficiles d'accès pour les investisseurs, afin d'atteindre le bon équilibre entre risque et rendement», explique Johnny El Hachem, directeur général d'Edmond de Rothschild Private Equity. Les établissements n'ayant pas ces connaissances préfèrent ainsi se concentrer sur les marchés qu'ils maîtrisent mieux.



«Les institutions financières classiques se montrent réticentes à s'engager auprès d'entreprises comme la nôtre»

ROLAND DECORVET

Andy Gboka, un spécialiste de l'investissement en Afrique, rappelle pour sa part que des facteurs globaux comme la volatilité des prix du pétrole en 2014-2015 ou des éléments locaux tels que les difficultés économiques en Égypte durant la période 2016-2018 et la fluctuation des monnaies locales ont aussi constitué des freins.

Intérêt en hausse

Pour autant, les opportunités ne doivent pas être oubliées, placent des experts. «Le dynamisme démographique est l'un des grands atouts de l'Afrique. Dans un contexte marqué par les tarifs douaniers américains, des pays comme le Maroc ou l'Égypte peuvent aussi jouer un rôle clé dans la diversification des chaînes d'approvisionnement mondiales en cours», poursuit le spécialiste d'Edmond de Rothschild.

Signe positif, les investissements directs étrangers (IDE) vers l'Afrique ont progressé en 2024. L'année dernière, quelque 97 milliards de dollars, soit un bond de 75% en comparaison annuelle, ont été injectés dans la région. Le fonds qatari Al Mansour holding a promis ce vendredi 70 milliards de dollars d'investissements dans quatre pays d'Afrique australe. Les détails – échéances et contreparties – n'ont cependant pas été rendus publics.

Edmond de Rothschild observe aussi un certain regain d'intérêt pour le continent. Au cours de ces deux dernières années, Amethis, le véhicule d'investissement à l'impact de la banque privée genevoise a levé 500 millions d'euros. Pour Johnny El Hachem, il est cependant important de relever que les rendements engrangés en Afrique d'un côté et en Europe ou aux États-Unis de l'autre sont difficilement comparables. «Les secteurs du private equity européen et américain bénéficient de marchés plus liquides et matures, ainsi que d'un accès plus large à l'effet de levier, contrairement au private equity africain», conclut-il. ■